

L'Adresse—M. McKnight

nique mais aussi au Cap-Breton, de taquiner l'insaisissable saumon.

Une voix: Et la vallée du Fraser?

M. Mackasey: Ils auront sûrement l'occasion quand ils visiteront le Québec de comprendre sa joie de vivre et son effervescence. Quand ils écouteront certaines chansons folkloriques, ils reconnaîtront peut-être des airs anciens apportés d'Irlande près de 100 ans avant la conquête. Voilà le pays que nous avons, un grand pays que nous devons nous efforcer de préserver.

Le député qui m'a précédé a longuement cité les propos d'un Canadien éminent. On me permettra de vous faire part des vus d'un autre Canadien qui a dit ceci:

Je considère l'avenir de mon pays adoptif avec espoir, mais non sans une certaine inquiétude. Je vois, non loin de nous, une grande nation bordée, comme le bouclier d'Achille, par la frange bleue de l'océan—je la vois divisée en nombreuses communautés administrant chacune ses affaires intérieures, mais toutes unies par des institutions libres, des échanges libres et un commerce libre; sur ce bouclier, je vois se profiler les sommets des montagnes de l'Ouest et la crête des vagues de l'Est—les méandres de l'Assiniboine, les cinq plus des Grands lacs, le Saint-Laurent, l'Outaouais, le Saguenay, le Saint-Jean et le bassin de Minas—dans toutes les vallées que fertilisent ces cours d'eau et dans toutes les villes qu'ils traversent, je vois une génération d'hommes laborieux, satisfaits et moraux, libres au vrai sens du terme, des hommes capables de conserver, en temps de paix comme en temps de guerre, une constitution digne d'un si grand pays.

Telles sont les paroles prononcées par Thomas Darcy McGee au cours du débat sur la Confédération.

Des voix: Bravo!

M. Bill McKnight (Kindersley-Lloydminster): Monsieur l'Orateur, j'aimerais féliciter M^{me} le Président de sa nomination. J'ai été élu pour la première fois à la Chambre en mai 1979 et je ne connaissais pas très bien l'ancien Orateur. Néanmoins, je l'ai toujours trouvé juste et impartial et je suis certain que M^{me} le Président suivra ses traces.

Je voudrais remercier brièvement les gens de Kindersley-Lloydminster de m'avoir réélu à la Chambre des communes. Je suis très sensible à cet honneur et je m'engage à les représenter de mon mieux. Néanmoins, en tant que député de Saskatchewan, une des provinces de l'Ouest, je n'ai guère apprécié les allusions faites dans le discours du trône à l'endroit des députés des trois provinces les plus à l'ouest qui, selon le discours, ont, de façon encore plus marquée, la responsabilité de représenter leurs commettants devant l'ensemble du pays et aussi de représenter le pays auprès de leurs commettants.

De quel pays s'agit-il? S'agit-il seulement du centre du Canada? Seulement de l'Ontario ou du Québec? Je suis fermement d'accord avec le député de Vancouver-Sud (M. Fraser) qui a dit que «Pierre Trudeau était la dernière personne au Canada à faire la leçon aux députés de l'Ouest au sujet de leurs responsabilités envers leurs électeurs». Le discours du trône expose la politique par laquelle les libéraux de Trudeau comptent dépouiller l'Ouest de ses ressources.

Au cours de ce débat on a beaucoup parlé de la raison d'être du Canada. Je tiens à le dire avant tout, je pense que nous sauverons le Canada et je m'y employerai. Néanmoins, nous ne pouvons pas sauver le Canada si nous vendons nos ressources et nos produits à un prix inférieur au prix mondial alors que nous payons plus cher que le prix mondial pour les choses que nous achetons dans le reste du pays. Les gouvernements libéraux successifs ont longtemps négligé ma région. Après avoir

entendu le discours du trône, je crois que le gouvernement libéral actuel va continuer à nous négliger.

● (1700)

Je sais qu'il existe des injustices au Canada. Il y en a dans la région de l'Atlantique, en Colombie-Britannique, en Ontario et au Québec, mais ces injustices ont pris racine depuis 12 ans, ces 12 années durant lesquelles l'actuel premier ministre (M. Trudeau) a dirigé le Canada. Le fait de tenir un débat sur l'unité nationale et de combattre pour tenter de garder le Canada uni sous le contrôle du gouvernement libéral équivalait à mettre le loup dans la bergerie.

Le discours du trône a passé sous silence les espoirs et les aspirations de la population du Canada et surtout ceux des gens de l'Ouest. Il est fait mention des chemins de fer et des ports. On y signale le rôle des chemins de fer dans l'expansion du pays au siècle dernier. Permettez-moi de dire que les chemins de fer sont toujours aussi importants. Les compagnies ferroviaires n'ont pas fini ce qu'elles avaient commencé et nous espérons qu'on les forcera à le faire.

Dans le discours du trône, le gouvernement s'engage à améliorer les installations ferroviaires et portuaires, mais les producteurs de l'Ouest éprouvent déjà certaines inquiétudes par suite de déclarations de ministres de la Couronne, notamment du ministre des Transports (M. Pepin). Je sais que les ministres sont embrouillés quant à la politique du gouvernement et je sais pourquoi.

Au sujet du silo terminus du Prince Rupert, le sénateur chargé du développement économique a déclaré le 2 avril que le ministre ne comprenait pas ce à quoi le ministre des Transports voulait en venir. Le 9 avril, le sénateur responsable de la Commission canadienne du blé a affirmé catégoriquement que le gouvernement procéderait à la construction du terminus à Prince Rupert. Le 16 avril, à l'autre endroit, le leader du gouvernement au Sénat a déclaré:

Les négociations se poursuivent, mais d'après le plan actuel le projet sera en grande partie subventionné. Je signale au sénateur que ce projet est à toutes fins pratiques identique à l'accord qu'avait conclu le gouvernement libéral précédent...

Je voudrais seulement prendre une minute, monsieur l'Orateur, pour préciser que le gouvernement libéral n'a conclu aucune entente dans le passé. C'est le député de Vegreville (M. Mazankowski) qui a négocié les termes d'un accord alors qu'il était titulaire de ce portefeuille depuis deux mois.

Je vous fais un bref historique. En 1978, le ministre des Transports, qui ne fait plus partie de notre Chambre maintenant, a offert la somme de 16.3 millions de dollars pour l'amélioration du port de Prince-Rupert. Le consortium croyait qu'il s'agissait là d'une subvention. Peu après, le ministre a fait savoir que ce n'était pas là une subvention, que ces fonds allaient être récupérés conformément au fameux principe selon lequel «l'usager doit payer» que le ministre avait mis en œuvre.

Les négociations ont progressé un peu plus et le consortium s'est rendu compte encore davantage qu'on lui demandait de verser une somme exagérée pour l'infrastructure; qu'il ne s'agissait plus de 16 millions de dollars mais de 45 millions, et que de ce montant on lui demandait d'affecter 27 millions au chantier Ridley, et tout cela pour la plus grande gloire du Conseil des ports nationaux, des sociétés houillères du Canada, selon ce qu'il achèterait.